

Personnes légalement incompetentes: comment pouvons-nous les protéger

Le 1er septembre 2014, une nouvelle loi est entrée en vigueur qui a réformé les mesures de protection pour les personnes majeures vulnérables. Par personnes vulnérables, il faut entendre des personnes souffrant de démence et des personnes avec un handicap mental.

Le fil conducteur de cette réforme de la législation est la priorité de la protection dite extra-judiciaire au sein du système de protection judiciaire.

Protection extra-judiciaire: une procuration spéciale

Toute personne peut sa guise élaborer un arrangement adapté sur mesure à sa protection et représentation sur le plan patrimonial. Cette protection est prévue dans une procuration spéciale qui ne prend effet qu'à partir du moment où vous n'êtes par exemple plus physiquement et/ou mentalement capable de prendre vous-même les décisions concernant votre patrimoine. Cette procuration spéciale peut revêtir un caractère très général (par exemple pour toutes vos affaires administratives) ou spécifique (tel que la vente d'un bien immobilier). Il est conseillé que cette procuration spéciale soit passée devant le notaire. Afin de s'assurer que cette procuration spéciale reste en vigueur, par exemple après que vous soyez devenu dément, celle-ci doit être enregistrée dans un registre central de la 'Koninklijke Federatie voor het Belgisch notariaat'. (Fédération royale du notariat belge).

En principe, cette protection extra-judiciaire se fera sans intervention du juge de paix. Bien entendu, il est possible de s'adresser au juge de paix en cas d'abus ou de problèmes d'interprétation d'une procuration spéciale.

La protection judiciaire: la gérance

En l'absence d'une procuration spéciale ou lorsque celle-ci est insuffisante (par exemple, si la démence s'est empirée), toute partie intéressée peut faire appel au juge de paix pour que ce dernier désigne un administrateur pour assister ou représenter la personne dans certaines/toutes actions. Une autre nouveauté est que l'administrateur n'est pas seulement compétent en matière de biens, mais également en ce qui concerne la personne. L'administrateur peut par exemple représenter les intérêts de la personne protégée dans le choix de la résidence ou de l'établissement de soins.

Vous pouvez aussi faire enregistrer une «déclaration de préférence» dans laquelle vous indiquez la personne à désigner comme administrateur, si vous devriez vous trouver dans une situation nécessitant une gérance.

L'objectif est que le juge de paix élabore un règlement «sur mesure» parfait, dans lequel celui-ci tient compte d'un certificat médical et de tous les membres de la famille concernés, des services et des organismes au service de la personne protégée.

La nouveauté est qu'une fondation privée belge peut désormais être désignée comme administrateur.

Qu'en est-il des régimes existants?

À partir du 1er septembre 2014, il sera impossible de se voir imposer le statut de «minorité prolongée», «interdiction judiciaire» et «assistance d'un avocat». Cependant en règle générale la nouvelle loi ne modifie plus les régimes existants en matière d'incapacité. Pendant les années à venir, les régimes existants seront révisés pour devenir le nouveau régime de «gouvernance».

Pour plus d'informations sur la planification successorale d'un héritier juridiquement incapable, demandez notre brochure au +32 (0)3 241 09 93.